

Quinzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination

29 décembre 2021

Français

Original : anglais

Genève, 9 décembre 2021

Point 15 de l'ordre du jour

Examen et adoption du document final

Document final

I. Introduction

1. Aux paragraphes 1 et 2 de son article 10, le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre dispose ce qui suit :

« 1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se consulter et à coopérer entre elles pour ce qui est de toutes questions concernant le fonctionnement du présent Protocole. À cette fin, une conférence des Hautes Parties contractantes est tenue si une majorité d'au moins dix-huit Hautes Parties contractantes en sont convenues.

2. Entre autres, les conférences des Hautes Parties contractantes :

- a) Examinent l'état et le fonctionnement du présent Protocole ;
- b) Examinent des questions concernant l'application nationale du présent Protocole, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels ;
- c) Préparent les conférences d'examen. »

2. À leur première Conférence, les Hautes Parties contractantes ont décidé, comme il est indiqué au paragraphe 38 du document final de la Conférence (CCW/P.V/CONF/2007/1), d'établir un mécanisme de consultation et de coopération au titre du Protocole V, comprenant des réunions informelles d'experts, présidées par des coordonnateurs et consacrées à des questions se rapportant à la mise en œuvre du Protocole.

3. À la première Conférence, il a aussi été décidé, comme indiqué au paragraphe 42 du document final, que les travaux des réunions d'experts seraient examinés chaque année par les Conférences des Hautes Parties contractantes.

4. La cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention, dans son document final (CCW/CONF.V/10), a encouragé les Hautes Parties contractantes au Protocole V « à poursuivre les efforts engagés afin de renforcer le taux de soumission de rapports nationaux, notamment en étudiant la possibilité d'instaurer un mécanisme approprié ; à organiser un atelier sur l'article 4 ; à examiner de façon approfondie la question de l'enlèvement des restes explosifs de guerre et celle des mesures préventives générales ; et à établir les priorités dans les activités relatives à la coopération et à l'assistance, et à l'assistance aux victimes ».

5. La quatorzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V n'a pas eu lieu en raison des circonstances extraordinaires dues à la pandémie de COVID-19.



6. Les Hautes Parties contractantes au Protocole V ont décidé, au paragraphe 3 de leurs décisions techniques du 13 avril 2021 (CCW/P.V/2020/1), de nommer Angus September, Représentant de l'Afrique du Sud, Président désigné de la quinzième Conférence, et de nommer Vice-Président(e)s désigné(e)s un(e) représentant(e) d'un État membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et un(e) représentant(e) d'un État membre du Mouvement des pays non alignés.

7. Conformément à la décision adoptée par la treizième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole V¹, les travaux menés au titre du Protocole V mettront l'accent sur les questions suivantes : « article 4 du Protocole » (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 38 a)), « rapports nationaux » (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 38 b)), « assistance aux victimes » (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 38 c)), « enlèvement des restes explosifs de guerre, sous la responsabilité générale du Coordonnateur pour l'enlèvement des restes explosifs de guerre et l'assistance technique » (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 38 d)).

8. La quinzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V a été préparée par une Réunion d'experts, qui s'est déroulée le 18 août 2021 à Genève, conformément aux décisions techniques des Hautes Parties contractantes au Protocole V (CCW/P.V/2020/1).

II. Participation à la quinzième Conférence

9. La quinzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre s'est tenue le 9 décembre 2021 au Palais des Nations, à Genève.

10. Les Hautes Parties contractantes au Protocole V dont le nom suit ont participé aux travaux de la Conférence : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Italie, Koweït, Lettonie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malte, Monténégro, Norvège, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Saint-Siège, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tunisie, Ukraine et Uruguay.

11. Les Hautes Parties contractantes à la Convention dont le nom suit ont participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Israël, Japon, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie et Turquie.

12. L'Égypte, en sa qualité d'État signataire de la Convention, a également pris part à la session en tant qu'observatrice.

13. Les représentants des organisations dont le nom suit ont participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Service de la lutte antimines de l'ONU, Union européenne et Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

14. Les représentants des organisations non gouvernementales et des autres entités ci-après ont également pris part aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Human Rights Watch et Université d'Édimbourg.

III. Travaux de la quinzième Conférence

15. La quinzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre a été ouverte le 9 décembre 2021 par Yury Ambrazevich, Ambassadeur du Bélarus, en sa qualité de Président désigné de la quatorzième Conférence, qui a assumé la présidence durant l'élection de Angus September, Ambassadeur de l'Afrique du Sud, à la présidence de la quinzième Conférence.

¹ La quatorzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V n'a pas eu lieu en raison des circonstances extraordinaires dues à la pandémie de COVID-19.

16. La Conférence a tenu deux séances plénières. À sa première séance plénière, elle a élu Angus September Président de la quinzième Conférence. M. Sánchez de Lerín García-Ovies, Ambassadeur d'Espagne, a exercé les fonctions de Vice-Président de la Conférence.

17. À la même séance plénière, la Conférence a adopté son ordre du jour, qui figure dans le document CCW/P.V/CONF/2021/1. Lors de la reconduction du Règlement intérieur de la Conférence, tel qu'il figure dans le document CCW/P.V/CONF/2013/10, elle a décidé, conformément au paragraphe 42 du document final de la septième Conférence, de suspendre l'application de l'article 2.

18. La Conférence a confirmé la désignation de Radha Day, Directrice par intérim du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, comme Secrétaire générale de la Conférence. Heegyun Jung, spécialiste des questions politiques du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, a fait office de Secrétaire.

19. La Conférence a examiné les documents CCW/P.V/CONF/2021/1, CCW/P.V/CONF/2021/3 et CCW/P.V/CONF/2021/4. Tous les documents figurant sur cette liste seront disponibles dans toutes les langues officielles sur le site Web de la Convention (<https://meetings.unoda.org/meeting/ccw-pv-2021/>), et par l'intermédiaire du Système de diffusion électronique des documents de l'ONU, à l'adresse <http://documents.un.org>.

20. Les représentants des États et des entités suivantes ont participé à l'échange de vues général : Allemagne, Australie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Fédération de Russie, France, Inde, Iraq, Irlande, Italie, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Ukraine, Union européenne, CICR et Service de la lutte antimines de l'ONU.

21. La Conférence a examiné un rapport du Président sur la Réunion d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole V, tenue en 2021 (CCW/P.V/CONF/2021/2), dans lequel il est rendu compte des débats tenus sur les rapports nationaux, l'enlèvement des restes explosifs de guerre, l'article 4 du Protocole, intitulé « Enregistrement, conservation et communication des renseignements », et l'article 8 du Protocole, intitulé « Coopération et assistance ».

22. Comme suite à la décision prise par la première Conférence d'établir, aux fins de l'application de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 10 du Protocole V, une base de données dans laquelle figureraient les rapports nationaux, des mises à jour annuelles ou immédiates des rapports nationaux et/ou des pages de couverture récapitulatives, s'il y a lieu, sur les questions relatives à l'application du Protocole V, ainsi que prévu aux paragraphes 24 à 28 de son document final, la Conférence était saisie des rapports nationaux annuels des États suivants : Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Chili, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Inde, Iraq, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maurice, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine.

IV. Conclusions et recommandations

A. Universalisation

23. La quinzième Conférence a souligné combien il importait de poursuivre les efforts visant à promouvoir l'universalisation du Protocole V en dépit des circonstances extraordinaires provoquées par la pandémie de COVID-19.

24. La quinzième Conférence a recommandé que le Secrétaire général de l'ONU et le Président désigné de la seizième Conférence, au nom des Hautes Parties contractantes, exercent leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité du Protocole V.

25. La quinzième Conférence a engagé tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager d'être liés par le Protocole V. Elle a par ailleurs engagé les Hautes Parties contractantes au Protocole V et l'Unité d'appui à l'application à promouvoir une plus large adhésion au Protocole V.

B. Article 4 du Protocole, intitulé « Enregistrement, conservation et communication des renseignements »

26. La Conférence a décidé que les Hautes Parties contractantes devaient, sous la responsabilité générale du Président désigné, à titre volontaire et sous réserve des politiques nationales relatives à la protection des données sensibles, continuer de mettre en commun des pratiques optimales nationales concernant la mise en œuvre de l'article 4 et des mesures préventives générales en s'appuyant également sur les orientations figurant à l'annexe technique du Protocole.

C. Établissement des rapports nationaux

27. La Conférence a pris note du rapport du Président sur les rapports nationaux.

28. La Conférence a décidé que les Hautes Parties contractantes devaient, sous la responsabilité générale du Président désigné, poursuivre les efforts qu'elles avaient entrepris afin d'améliorer le taux de soumission de rapports nationaux, y compris, mais pas seulement, en appliquant les mesures adoptées par la onzième Conférence annuelle (CCW/P.V/CONF/2017/5, par. 27). Les Hautes Parties contractantes sont également encouragées à étudier des mesures qui pourraient permettre d'améliorer la méthode d'établissement des rapports.

D. Assistance aux victimes

29. La Conférence a pris note du travail réalisé par le Coordonnateur pour l'assistance aux victimes pendant la Réunion d'experts, conformément à la décision de la treizième Conférence (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 34 d)).

30. La Conférence a décidé ce qui suit : a) Toutes les Hautes Parties contractantes sont encouragées à promouvoir l'action en faveur de l'assistance aux victimes menée au titre du Protocole V et, en particulier, le Plan d'action sur l'assistance aux victimes ; b) Les Hautes Parties contractantes touchées par les restes explosifs de guerre sont encouragées à appliquer le paragraphe 2 de l'article 8 du Protocole V ainsi que le Plan d'action sur l'assistance aux victimes, et à rendre compte de ces activités dans le formulaire E a) de préparation des rapports nationaux ; c) La Réunion d'experts devrait en particulier se pencher sur l'échange d'informations et de données d'expérience sur la mise en œuvre aux niveaux national et local des engagements en matière d'assistance aux victimes, demeurer au fait des approches et innovations les plus récentes dans ce domaine et échanger avec les États parties à d'autres instruments juridiques pertinents ou des instances compétentes des informations sur les expériences faites en la matière et les enseignements qui s'en dégagent ; d) La Conférence devrait charger le Coordonnateur pour l'assistance aux victimes de préparer et de présider les travaux pertinents de la Réunion d'experts de 2022 et d'en rendre compte à la seizième Conférence.

E. Enlèvement des restes explosifs de guerre

31. La Conférence a pris note du travail réalisé pendant la Réunion d'experts par le Coordonnateur pour l'enlèvement des restes explosifs de guerre et l'assistance technique, en application de la décision de la treizième Conférence (CCW/P.V/CONF/2019/5, par. 36 a)).

32. La Conférence a décidé que la Réunion d'experts devrait, sous la responsabilité générale du Coordonnateur pour l'enlèvement des restes explosifs de guerre et l'assistance technique, échanger à titre volontaire des renseignements sur les méthodes d'enlèvement des

restes explosifs de guerre. Elle a par ailleurs décidé de charger le Coordonnateur de préparer et de présider les travaux pertinents de la Réunion d'experts de 2022 et d'en rendre compte à la seizième Conférence.

F. Texte pour la sixième Conférence d'examen

33. Au titre du point 11 de l'ordre du jour, la Conférence a convenu d'un texte sur l'examen de l'application du Protocole V, qui sera soumis à la sixième Conférence d'examen. Ce texte est reproduit en annexe II.

G. Suivi

34. La Conférence a décidé que la Réunion d'experts de 2022 durerait un jour et se tiendrait à une date qui serait arrêtée par la sixième Conférence d'examen.

35. La Conférence a décidé que la Réunion d'experts devait mettre tout particulièrement l'accent sur les questions suivantes, sous réserve de l'assentiment du Président désigné de la seizième Conférence :

a) L'article 4 du Protocole, sous la responsabilité générale du Président désigné de la seizième Conférence ;

b) Les rapports nationaux, sous la responsabilité générale du Président désigné de la seizième Conférence ;

c) L'assistance aux victimes, sous la responsabilité générale du Coordonnateur pour l'assistance aux victimes ;

d) L'enlèvement des restes explosifs de guerre, sous la responsabilité générale du Coordonnateur pour l'enlèvement des restes explosifs de guerre et l'assistance technique.

36. La Conférence a encouragé les Hautes Parties contractantes qui sont en mesure de le faire à fournir une assistance technique aux Hautes Parties contractantes qui en ont besoin.

37. La Conférence a décidé de nommer M. Sánchez de Lerín García-Ovies, Ambassadeur d'Espagne, Président désigné de la seizième Conférence, et de nommer Vice-Président(e)s désigné(e)s un(e) représentant(e) d'un État membre du Groupe des États d'Europe orientale et un(e) représentante d'un État membre du Mouvement des pays non alignés.

38. La Conférence a examiné et approuvé un ordre du jour provisoire pour la seizième Conférence, qui figure à l'annexe I.

39. La Conférence a adopté les coûts estimatifs de la Réunion d'experts de 2022 (CCW/P.V/CONF/2021/3) et ceux de la seizième Conférence (CCW/P.V/CONF/2021/4), tels que modifiés oralement.

40. À sa deuxième séance plénière, la quinzième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre a adopté son document final, publié sous la cote CCW/P.V/CONF/2021/CRP.1, tel que modifié oralement et dont le texte définitif est publié sous la cote CCW/P.V/CONF/2021/5.

Annexe I

Ordre du jour provisoire de la seizième Conférence

Soumis par la quinzième Conférence

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du (de la) Président(e).
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Reconduction du Règlement intérieur.
5. Nomination du (de la) Secrétaire général(e) de la Conférence.
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tous organes subsidiaires de la Conférence.
7. Élection d'autres membres du Bureau de la Conférence.
8. Échange de vues général.
9. Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole.
10. Examen des questions concernant l'application nationale du Protocole, y compris la présentation ou la mise à jour de rapports nationaux annuels.
11. Préparatifs des Conférences d'examen.
12. Rapports de tous organes subsidiaires.
13. Adoption des coûts estimatifs pour 2023.
14. Questions diverses.
15. Examen et adoption du document final.

Annexe II

Texte devant être soumis à la sixième Conférence d'examen

1. La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.
2. La Conférence se félicite des efforts faits par les Hautes Parties contractantes au Protocole V pour s'attaquer aux effets humanitaires délétères des restes explosifs de guerre.
3. La Conférence apprécie le fait que, depuis la cinquième Conférence d'examen, cinq nouvelles Hautes Parties contractantes sont devenues parties au Protocole, ce qui porte le nombre total à 96, et réaffirme la nécessité que les Hautes Parties contractantes, l'ONU, les organisations internationales et régionales, le Comité international de la Croix-Rouge et les organisations non gouvernementales intensifient leurs efforts pour promouvoir l'universalisation du Protocole.
4. La Conférence prend note avec satisfaction des résultats obtenus dans le cadre du Protocole V, tout particulièrement des progrès réalisés en ce qui concerne la promotion et l'application des articles 3 et 4, des efforts déployés pour appeler l'attention sur les besoins des États touchés en matière de coopération et d'assistance ; des activités visant à promouvoir l'article 8 (par. 2) et le Plan d'action sur l'assistance aux victimes, ainsi que de l'adoption d'un masque de saisie pour l'établissement de rapports sur l'assistance aux victimes ; des débats tenus sur le déminage et l'assistance technique, y compris sur les méthodes d'enlèvement des restes explosifs de guerre ; des débats sur la sécurité du stockage de munitions et la gestion des sites de munitions ; et du fait que 47 Hautes Parties contractantes ont soumis un rapport national en 2021.
5. La Conférence encourage les Hautes Parties contractantes au Protocole V à poursuivre les efforts engagés afin d'augmenter le taux de soumission de rapports nationaux, notamment au moyen d'un examen à la Réunion d'experts ; à examiner de façon approfondie la question de l'enlèvement des restes explosifs de guerre et celle des mesures préventives générales ; et à donner la priorité aux activités relatives à la coopération et à l'assistance, et à l'assistance aux victimes.
6. La Conférence prend note de la coopération mise en œuvre par les Hautes Parties contractantes au Protocole V et du fait qu'elle a été facilitée par la décision prise à la première Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, tenue en 2007, de mettre en place un mécanisme de consultation et de coopération comprenant des réunions informelles d'experts, qui sont présidées par des coordonnateurs et dont le nombre s'établit à neuf. Chaque année, les Hautes Parties contractantes doivent définir le thème de ces réunions.
7. La Conférence prend également note de ce que, conformément à l'article 10 du Protocole V, 15 Conférences des Hautes Parties contractantes se sont tenues à des fins de consultation et de coopération sur toutes questions concernant le fonctionnement du Protocole V.
8. La Conférence prend note avec satisfaction de la décision de la treizième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V de nommer un coordonnateur pour l'assistance aux victimes, également en vue d'assurer la liaison avec d'autres instruments juridiques pertinents et instances compétentes, afin de garantir la complémentarité des efforts en matière d'assistance aux victimes.
9. La Conférence salue les contributions et le travail précieux des institutions et organismes compétents des Nations Unies, des organisations internationales et régionales pertinentes, du Comité international de la Croix-Rouge, du Centre international de déminage humanitaire de Genève et des organisations non gouvernementales dans plusieurs domaines ayant un rapport avec le Protocole V, en particulier les soins prodigués aux victimes des restes explosifs de guerre et leur réadaptation, la sensibilisation aux dangers présentés par ces restes explosifs, ainsi que l'enlèvement, le retrait ou la destruction des munitions non explosées et des munitions explosives abandonnées.

10. La Conférence recommande qu'à l'avenir, les Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole V aient lieu juste avant ou juste après les Réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention et Conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié.

Annexe III

Liste des Hautes Parties contractantes ayant notifié au dépositaire leur consentement à être liées par le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre

<i>Hautes Parties contractantes</i>	<i>Date de notification du consentement à être liées</i>
Afghanistan	9 août 2017
Afrique du Sud	24 janvier 2012
Albanie	12 mai 2006
Allemagne	3 mars 2005
Arabie saoudite	8 janvier 2010
Argentine	7 octobre 2011
Australie	4 janvier 2007
Autriche	1 ^{er} octobre 2007
Bahreïn	11 mars 2016
Bangladesh	26 septembre 2013
Bélarus	29 septembre 2008
Belgique	25 janvier 2010
Bénin	27 septembre 2019
Bosnie-Herzégovine	28 novembre 2007
Brésil	30 novembre 2010
Bulgarie	7 novembre 2005
Burkina Faso	10 octobre 2016
Burundi	13 juillet 2012
Cameroun	7 décembre 2010
Canada	19 mai 2009
Chili	18 août 2009
Chine	10 juin 2010
Chypre	11 mars 2010
Costa Rica	27 avril 2009
Côte d'Ivoire	25 mai 2016
Croatie	7 février 2005
Cuba	14 novembre 2012
Danemark	28 juin 2005
El Salvador	23 mars 2006
Émirats arabes unis	26 février 2009

<i>Hautes Parties contractantes</i>	<i>Date de notification du consentement à être liées</i>
Équateur	10 mars 2009
Espagne	9 février 2007
Estonie	18 décembre 2006
État de Palestine	29 décembre 2017
États-Unis d'Amérique	21 janvier 2009
Fédération de Russie	21 juillet 2008
Finlande	23 mars 2005
France	31 octobre 2006
Gabon	22 septembre 2010
Géorgie	22 décembre 2008
Grèce	21 octobre 2014
Grenade	10 décembre 2014
Guatemala	28 février 2008
Guinée-Bissau	6 août 2008
Honduras	16 août 2010
Hongrie	13 novembre 2006
Inde	18 mai 2005
Iraq	24 septembre 2014
Irlande	8 novembre 2006
Islande	22 août 2008
Italie	11 février 2010
Jamaïque	25 septembre 2008
Koweït	24 mai 2013
Lesotho	5 avril 2016
Lettonie	16 septembre 2009
Libéria	16 septembre 2005
Liechtenstein	12 mai 2006
Lituanie	29 septembre 2004
Luxembourg	13 juin 2005
Madagascar	14 mars 2008
Mali	24 avril 2009
Malte	22 septembre 2006
Monténégro	20 mai 2016
Nicaragua	15 septembre 2005

<i>Hautes Parties contractantes</i>	<i>Date de notification du consentement à être liées</i>
Norvège	8 décembre 2005
Nouvelle-Zélande	2 octobre 2007
Pakistan	3 février 2009
Panama	29 novembre 2010
Paraguay	3 décembre 2008
Pays-Bas	18 juillet 2005
Pérou	29 mai 2009
Pologne	26 septembre 2011
Portugal	22 février 2008
Qatar	16 novembre 2009
République de Corée	23 janvier 2008
République démocratique populaire lao	2 février 2012
République de Moldova	21 avril 2008
République dominicaine	21 juin 2010
République tchèque	6 juin 2006
Roumanie	29 janvier 2008
Saint-Siège	13 décembre 2005
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6 décembre 2010
Sénégal	6 novembre 2008
Sierra Leone	30 septembre 2004
Slovaquie	23 mars 2006
Slovénie	22 février 2007
Suède	2 juin 2004
Suisse	12 mai 2006
Tadjikistan	18 mai 2006
Tunisie	7 mars 2008
Turkménistan	23 juillet 2012
Ukraine	17 mai 2005
Uruguay	7 août 2007
Zambie	25 septembre 2013
